

#1
PHASE II

BIODEV2030
INTÉGRER LA
BIODIVERSITÉ

**IDENTIFIER ET
RÉFORMER LES
INSTRUMENTS DE
POLITIQUES PUBLIQUES
SECTORIELLES
POUR ENCOURAGER
DES PRATIQUES
PRODUCTIVES PLUS
FAVORABLES À LA
BIODIVERSITÉ**

ambition pour la biodiversité

**BIODEV
2030**





ambition pour la biodiversité

**BIODEV
2030**

QUOI ?

Guide pratique issu de l'analyse transversale des expériences du projet BIODEV2030 pour conduire des réformes d'instruments de politiques publiques sectorielles intégrant mieux la biodiversité, sur base d'analyses scientifiques et sectorielles approfondies.

POUR QUI ?

À destination des Points Focaux Nationaux de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), des ministères de l'Environnement et des ministères sectoriels (agriculture, forêts, pêche, mines, économie, etc.), aux partenaires techniques et financiers, ou de toute autre organisation désireuse de suivre une démarche d'intégration sectorielle de la biodiversité similaire.

COMMENT ?

Ce guide est issu de la capitalisation transversale des 15 pays ayant testé la méthode BIODEV2030, basée sur le dialogue multi-acteurs et la science, dans le cadre de la phase II du projet entre 2023 et 2026.

Avec le Cadre Mondial de la Biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM), adopté en 2022 par les parties à la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), l'intégration sectorielle de la biodiversité à tous les niveaux de gouvernements et tous les secteurs est consacrée pour la première fois (cible 14). Les pays signataires de ce Cadre se sont engagés à veiller systématiquement à son intégration dans les politiques, les réglementations, la planification et les processus décisionnels de l'ensemble des secteurs (agriculture, énergie, mines, infrastructures, élevage, finance, pêche, etc.), ainsi que dans les stratégies et pratiques des acteurs publics et privés qui ont un impact sur elle et/ou en dépendent.

En ciblant les instruments de politiques publiques sectorielles (IPPS) impactant négativement la biodiversité et en proposant des options de réformes, le projet BIODEV2030 vise à accompagner les gouvernements dans la révision et la mise en œuvre de leurs stratégies et plans nationaux pour la biodiversité (SPANB).

Grâce à une méthode innovante d'intégration sectorielle de la biodiversité fondée sur la science et le dialogue multi-acteurs, BIODEV2030 propose d'aligner les IPPS des secteurs économiques clés aux enjeux de biodiversité. En tirant les enseignements tirés de la mise en œuvre du projet, ce guide présente trois critères de réussite principaux pour atteindre cet objectif :

- 1. S'appuyer sur des diagnostics scientifiques et analyses sectorielles solides et consensuelles** afin de prioriser puis promouvoir les instruments de politiques publiques à réformer
- 2. Permettre un dialogue multi-acteurs intersectoriel formalisé** intégrant les acteurs stratégiques
- 3. Aligner les réformes identifiées aux plans de développement économiques nationaux** et Stratégies et Plans d'Action Nationaux Biodiversité.

BIODEV2030 phase II a été lancé en 2023 afin d'accompagner 15 pays pilotes dans la révision et la mise en œuvre de leur Stratégie et Plan d'Action National Biodiversité, déclinaison nationale du Cadre Mondial de la Biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM). Construisant sur les acquis de la phase I (diagnostics scientifiques et sectoriels, le dialogue multi-acteurs et engagements volontaires du secteur privé), la phase II porte une double ambition de réformes de politiques publiques sectorielles favorables à la biodiversité, et de développement de projets pilotes de territoire. Elle promeut une méthode innovante d'intégration sectorielle de la biodiversité pour inspirer d'autres gouvernements et organisations.

NARRATIF DU PROJET BIODEV2030



OBJECTIF FINAL

CHANGEMENTS DE PRATIQUES PRODUCTIVES
& RÉDUCTION DES PRESSIONS SUR LA BIODIVERSITÉ

2030

Objectifs de Kunming-Montréal

APPUI AUX PAYS
DANS LA
DÉFINITION ET LA
MISE EN ŒUVRE
DES STRATÉGIES
NATIONALES
BIODIVERSITÉ

2024 - COP16



ANALYSE DES
INSTRUMENTS DE
POLITIQUES
PUBLIQUES
SECTORIELLES

PHASE 2 (2024-26)

**ATELIERS
NATIONAUX**

CONSENSUS
SUR LES REFORMES
DE POLITIQUES
PUBLIQUES



**ATELIERS
TERRITORIAUX**

PROJETS
PILOTES DE
TERRITOIRE

2022 - COP 15

Adoption du Cadre
de Kunming-Montréal



DIAGNOSTICS
DES MENACES

**ATELIERS
NATIONAUX**

ENGAGEMENTS
VOLONTAIRES
SECTORIELS



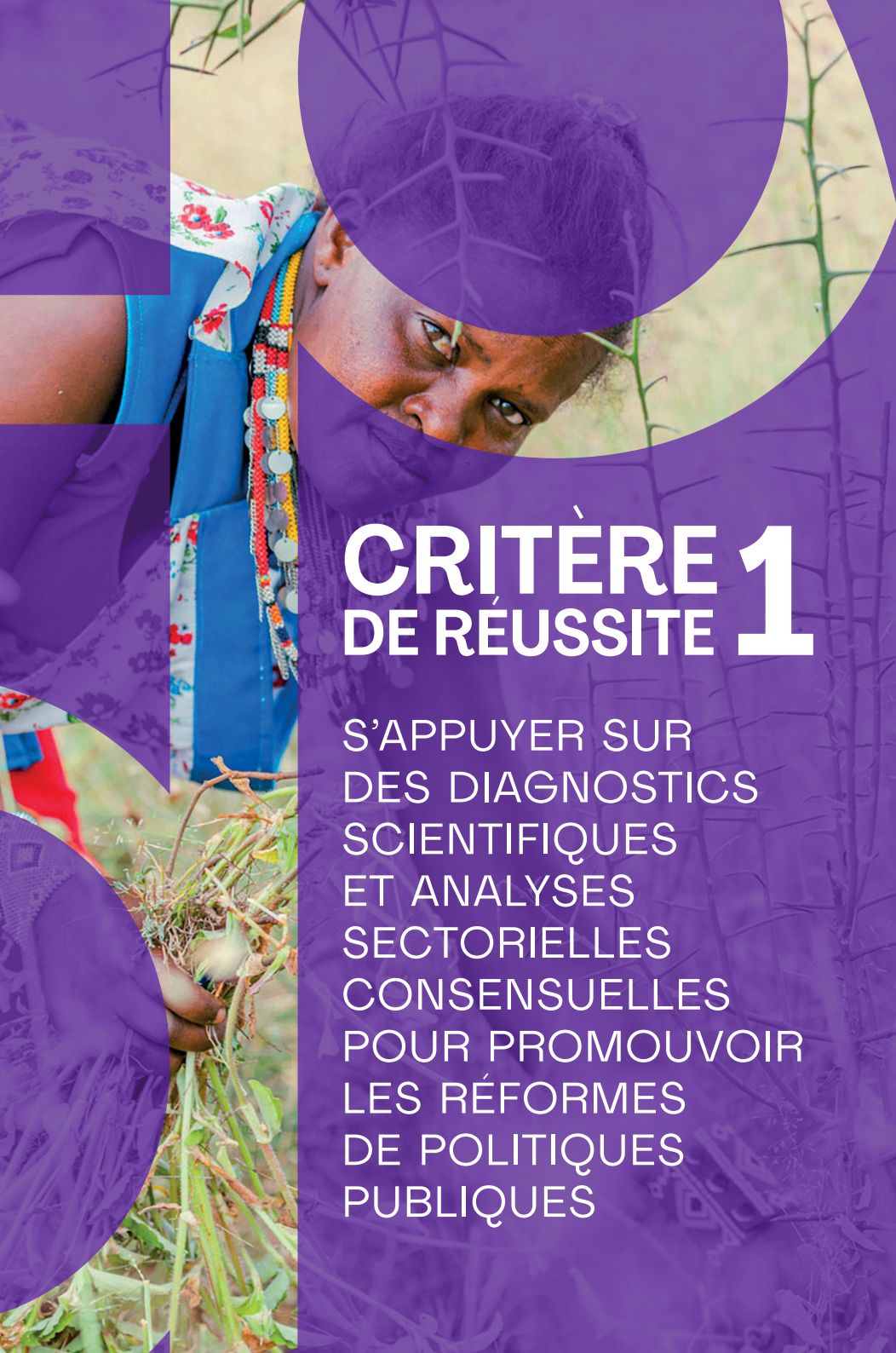
DIAGNOSTICS
SECTORIELS

PHASE 1 (2020-23)

2020



PLATEFORMES DE DIALOGUE MULTI ACTEURS
PUBLIC, PRIVÉ, OSC, BAILLEURS



CRITÈRE 1 DE RÉUSSITE 1

S'APPUYER SUR
DES DIAGNOSTICS
SCIENTIFIQUES
ET ANALYSES
SECTORIELLES
CONSENSUELLES
POUR PROMOUVOIR
LES RÉFORMES
DE POLITIQUES
PUBLIQUES

OBJECTIFS : Prioriser avec les parties prenantes les actions à conduire pour intégrer la biodiversité aux politiques publiques sectorielles, et s'assurer d'un fort portage politique.

Dans tous les pays BIODÉV2030, les diagnostics des menaces pesant sur la biodiversité, et les diagnostics sectoriels approfondis, issus de la phase I du projet, ont été utilisés afin de justifier l'action menée en phase II. En conjuguant ces analyses à de nouvelles études portant sur l'intégration de la biodiversité dans les instruments de politiques publiques sectorielles (IPPS), le dialogue s'est construit sur un socle scientifique et analytique robuste. En s'intégrant aux agendas politiques des ministères, les IPPS ciblés font largement écho aux plans d'actions sectoriels nationaux.

Ce dialogue, impliquant les institutions publiques et les acteurs sectoriels, a permis dans chaque pays de prioriser les IPPS à promouvoir auprès des ministères clés (agriculture, élevage, pêche, mines, énergie, forêts).

1 ÉTAPE 1 MOBILISER LES DIAGNOSTICS SCIENTIFIQUES APPROUVÉS EN PHASE I POUR CIBLER LES INSTRUMENTS DE POLITIQUES PUBLIQUES PRIORITAIRES

Avoir une base de discussion fondée sur la science, en mobilisant des livrables contenant des données probantes et des méthodologies reconnues, contribue fortement à convaincre les parties prenantes.



REPARTIR DES LIVRABLES DE LA PHASE I DE BIODEV2030 POUR CIBLER LES SECTEURS ÉCONOMIQUES ET LES ENJEUX BIODIVERSITÉ PRIORITAIRES

Les diagnostics des menaces sur la biodiversité et les diagnostics des secteurs économiques clés de phase I, ont été utilisés pour identifier collectivement les secteurs d'activité sur lesquels proposer des réformes au niveau national.



RESSOURCES

Consulter sur notre site les diagnostics scientifiques des menaces exercées sur la biodiversité, ainsi que les analyses sectorielles et scénarios d'engagements, réalisés dans les 15 pays BIODEV2030, produits lors de la phase I du projet.



UTILISER DES MÉTHODOLOGIES SCIENTIFIQUES RECONNUES PAR LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DE CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

BIODEV2030 a mobilisé à travers les deux phases des outils reconnus par les organisations internationales biodiversité, comme la métrique STAR⁽¹⁾, la méthodologie DPSIR⁽²⁾, IBAT⁽³⁾, ou encore SEEA⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Species Threat Abatement and Restoration ⁽²⁾ Driving Forces, Pressures, State, Impacts, Responses
⁽³⁾ Integrated Biodiversity Assessment Tool ⁽⁴⁾ System of Environmental-Economic Accounting



RESSOURCES

L'UICN, partenaire de mise en œuvre du projet, a publié dans la revue *Biodiversity and Conservation* un article scientifique validant l'utilisation de la métrique STAR (Species Threat Abatement and Restoration) pour appuyer la définition d'objectifs biodiversité quantifiés à l'échelle nationale. L'article prend en exemple le cas de BIODEV2030 en Ethiopie.



L'analyse des IPPS prioritaires pour chaque pays s'est appuyée sur la méthodologie DPSIR, qui applique, pour chaque pratique productive ayant des impacts négatifs sur la biodiversité, l'analyse suivante : Facteurs, Pressions, Etats, Impacts, Réponses liés.

Sur cette base, l'analyse a catégorisé différents types d'IPPS, selon leur degré de prise en compte de la biodiversité : aveugles à la biodiversité (à réformer), prenant en compte la biodiversité mais insuffisamment appliqués, ou ne prenant pas suffisamment en compte la biodiversité (instrument à mettre en place).



« Un des besoins centraux du Ministère est de prendre des décisions informées »

Mr. Jimmy Gaunavou,
Ministère de l'Environnement
et du Changement
Climatique des Fidji

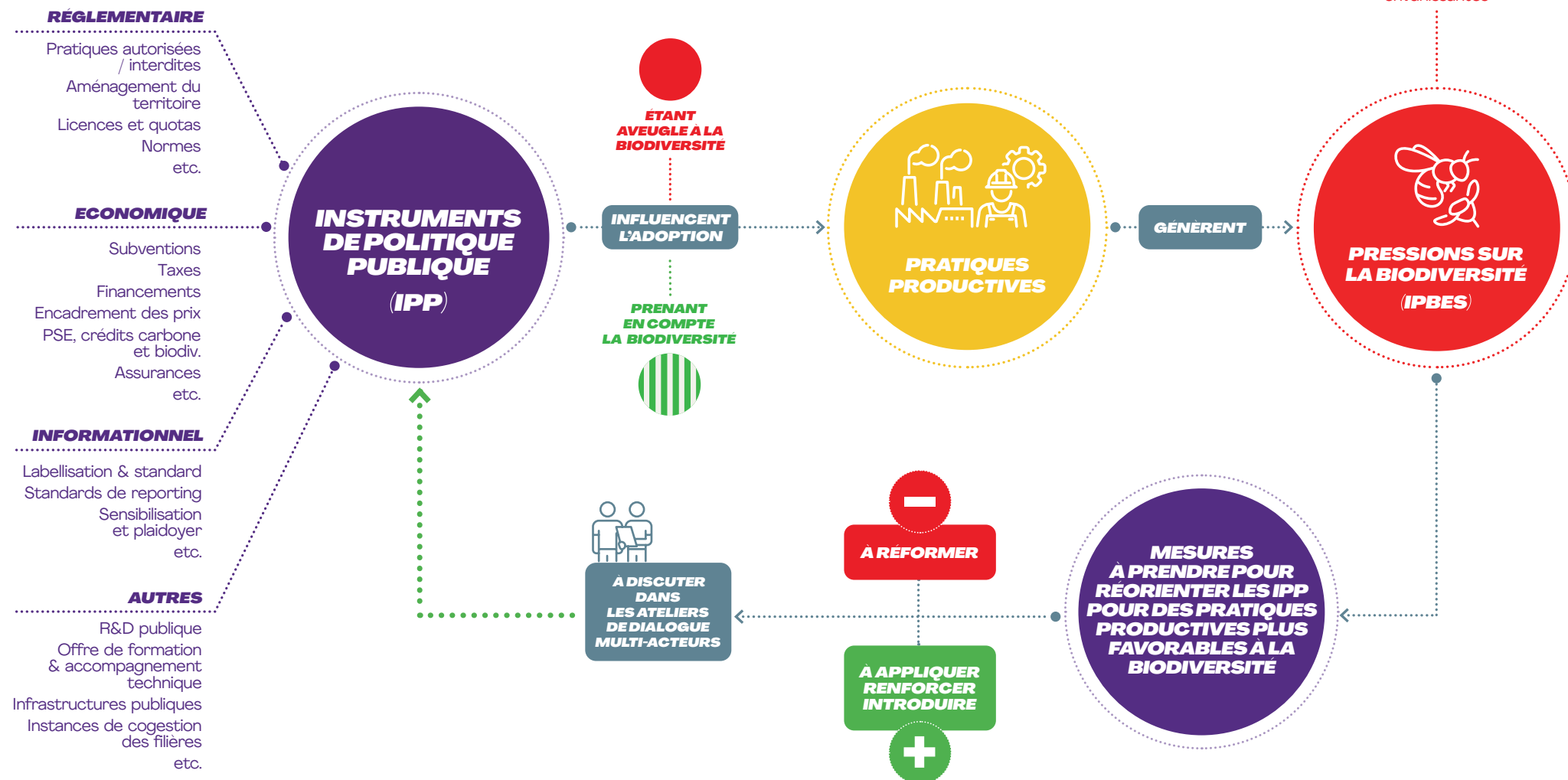


Atelier de dialogue national au Vanua Levu, Fidji, IUCN Oceania

BIODEV2030 INSTRUMENTS DE POLITIQUE PUBLIQUE

ambition pour la biodiversité

BIODEV
2030



2 ÉTAPE 2 FORMULER DES RECOMMANDATIONS D' ACTIONS À CONDUIRE SUR LES IPPS PRIORITAIRES GRÂCE AU DIALOGUE MULTI-ACTEURS

Les priorités des parties prenantes au dialogue (entreprises, producteurs, organisations de la société civile, communautés), ainsi que les besoins des ministères sectoriels, ont été pris en compte, afin d'établir une liste d'actions stratégiques et réalistes à mener : création, application, suppression, ou renforcement d'IPPS. Dans certains cas spécifiques, le projet a répondu à des demandes très précises des gouvernements en lien avec l'intégration sectorielle de la biodiversité.

L'identification de fenêtres d'opportunités, en lien avec les agendas politiques des secteurs économiques concernés et les priorités des bailleurs, a permis d'aligner les activités de BIODEV2030 au travail de réformes déjà entamé dans les pays. Le risque de voir les priorités gouvernementales évoluer, ainsi que l'instabilité institutionnelle et politique, ont été pris en compte en formalisant la logique d'intervention (charte ou engagement à haut niveau).

Des notes de politiques publiques, ont ainsi été produites dans la majorité des 15 pays.

« Le gouvernement n'a pas manifesté beaucoup d'intérêt pour les réformes. Le Ministère des Pêches avait déjà une idée des obstacles existants et comment il souhaitait y remédier, pas uniquement par le biais de réformes politiques [...]. Soutenir le plan existant de gestion des pêches aurait été plus utile pour les parties prenantes. »

Diana Fernandes, chargée de projet BIODEV2030 à WWF Guyana



S'ADAPTER AUX DEMANDES DU GOUVERNEMENT ET ENVISAGER D'AUTRES MODALITÉS D'INTÉGRATION SECTORIELLE DE LA BIODIVERSITÉ

Certains gouvernements ont clairement partagé leurs réticences à travailler sur de nouveaux IPPS, et ont demandé au projet d'adopter une logique d'intervention propre à leurs besoins. La plateforme de dialogue a alors été mobilisée pour répondre à ces demandes.



RESSOURCES
Retrouver ici les analyses de politiques publiques sectorielles des 15 pays BIODEV2030.



Au Congo, le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) a souhaité que BIODEV2030 appuie la construction d'une feuille de route nationale pour la mise en place de Paiements pour Services Environnementaux (PSE). Cette intervention s'est traduite par des formations auprès des départements ministériels concernés, ainsi que par des concertations locales dans le territoire de la Sangha, afin d'y développer un mécanisme de PSE adapté.



PRENDRE EN COMPTE LES BESOINS RÉELS DU SECTEUR PRIVÉ ET VALORISER LES BONNES PRATIQUES EXISTANTES

L'analyse IPPS proposée a été débattue au sein des ateliers de dialogue multi-acteurs, et les solutions reclassées par ordre de faisabilité (technique et coût) et d'acceptabilité sociale. Des calculs coûts-bénéfices ont été réalisés afin de faire réaliser aux entreprises des secteurs ciblés leur forte dépendance à la biodiversité, et d'anticiper les impacts des réformes sur leur activité économique.



PROPOSER DES NOTES DE POLITIQUES PUBLIQUES CLAIRES ET COHÉRENTES AVEC LES CADRES RÉGLEMENTAIRES NATIONAUX

Les notes de politiques issues du dialogue ont mis en lumière des incohérences dans le cadre juridique ou réglementaire, la non application de mesures prenant en compte la biodiversité, ou des superpositions de mandats.

BIODEV2030 s'inscrit dans une volonté de proposer des réformes ou actions pouvant s'insérer au mieux dans les cadres existants, voire harmoniser certains textes ou clarifier certaines responsabilités entre ministères.

Il est important de ne pas multiplier les documents stratégiques pour permettre la cohérence de l'action publique, en ciblant des processus clairement identifiés : décret, circulaire, arrêté, loi, plan d'action, etc.



RESSOURCES
Les enjeux biodiversité et principaux résultats dans les 6 secteurs clés du projet sont résumés dans les « fiches sectorielles » de capitalisation disponible sur le site BIODEV2030.



CRITÈRE DE RÉUSSITE 1

IPA	PROPOSITION DE RÉFORME PRINCIPALE	PROPOSITION DE RÉFORME ALTERNATIVE
IPA 1	Réorienter progressivement 10 % à 25 % des subventions agricoles vers les bio-intrants (1,5 à 5 milliards FCFA d'ici 2030), en finançant via le FDA les biofertilisants, biopesticides et amendements organiques, ainsi que des co-investissements avec des entreprises locales (BioPhyto, Songhai) et des unités villageoises de compostage.	Lancer un programme pilote régional (PDA4) sur les filières coton, riz et soja, combinant distribution subventionnée de bio-intrants certifiés et formation des producteurs, avant montée en échelle nationale.
IPA 2	Intégrer des objectifs mesurables de biodiversité d'agroécologie dans le PNIASAN révisé (réduction des intrants chimiques, surfaces restaurées, % d'exploitations adoptant les pratiques durables) et conditionner une part du FNDA à ces pratiques, en cohérence avec la SPANB et la SNDAEB.	Créer un guichet "Paysages productifs durables" pour financer des approches territoriales dans les zones à forte pression agricole et soutenir la transition agroécologique des filières stratégiques (coton, riz, soja).

Figure 2. Exemple de recommandations d'Instruments de Politique Agricole issus du dialogue national BIODEV2030 au Bénin.

3 ÉTAPE 3 ASSURER LE PORTAGE POLITIQUE DES RÉFORMES PAR LES MINISTÈRES STRATÉGIQUES

Afin de faire valider les notes au plus haut niveau et garantir un portage politique au-delà de la durée du projet, un **travail de plaidoyer pour les IPPS a été essentiel**.



Signature d'un accord-cadre entre le WWF Afrique du Nord et le Conseil Bancaire et Financier (CBF) en Tunisie le 23 mai 2024, dans le cadre du lancement de BIODEV2030



SENSIBILISER ET FORMER LES ORGANISATIONS PUBLIQUES AUX ENJEUX SECTORIELS DE BIODIVERSITÉ

Afin que les points focaux dans les gouvernements s'investissent dans la promotion des IPPS prioritaires, il est essentiel de leur fournir des éléments de langage leur permettant de renforcer à leur tour les connaissances de leurs pairs.



En Ouganda, le projet a formé les opérateurs du Ministère de l'Energie aux enjeux biodiversité dans la filière charbon de bois. Les diagnostics ainsi que l'analyse des IPPS ont été vulgarisés, permettant une meilleure appropriation des réformes sectorielles proposées.



IDENTIFIER DES POINTS FOCaux AU SEIN DES MINISTÈRES SECTORIELS POUR PORTER LES PROJETS DE RÉFORMES

L'implication directe de Points Focaux, ou personnes ressources, au sein des Ministères, permet de faire endosser les livrables du projet par des institutions officielles. Les invitations aux ateliers de dialogue sont envoyées par le Ministère afin de renforcer l'engagement des participants.

Les instabilités institutionnelles et le manque de suivi pouvant compliquer la bonne organisation des ateliers de dialogue, il apparaît nécessaire de maintenir l'engagement par un suivi rapproché auprès des institutions clés.

«Maintenant, le Ministère des Pêches a un Point Focal au sein du Ministère de l'Environnement ; c'est BIODEV qui a permis d'établir ce lien.»

M. Coumba Ndoffène Diouf, Ministère des Pêches, des infrastructures maritimes et portuaires du Sénégal



METTRE EN ŒUVRE UNE STRATÉGIE DE PLAIDOYER ET ASSURER LE SUIVI DU PROCESSUS JUSQU'À L'ADOPTION DE L'IPPS CIBLÉ

Mettre en œuvre une stratégie de plaidoyer et assurer le suivi du processus jusqu'à l'adoption de l'IPPS ciblé

Le temps de mise en œuvre du projet ne correspondant pas toujours au temps nécessaire aux réformes politiques, il est essentiel de préparer une stratégie de plaidoyer politique de long terme, et de définir des priorités à court terme. L'application des IPPS peut être séquentielle en définissant des étapes claires et en ciblant des processus très précis, avec des responsabilités assignées à des acteurs institutionnels à haut niveau.

Le projet a appuyé les pays dans l'identification de ressources financières internes ou externes au gouvernement afin de poursuivre le travail de plaidoyer politique.

«Les réformes visent à modifier les comportements, et cela prend du temps.»

Catherine Mungai, chargée de projet BIODEV2030 à IUCN Kenya



RESSOURCES

Les notes de concept politique sont téléchargeables pour nos 15 pays via notre site.



CRITÈRE 2

PERMETTRE
UN DIALOGUE
MULTI-ACTEURS
INTERSECTORIEL
FORMALISÉ
INTÉGRANT
LES ACTEURS
STRATÉGIQUES

OBJECTIFS : Renforcer la coopération inter ministérielle et inter sectorielle en brisant les silos, pour permettre d'intégrer les sujets de biodiversité à la prise de décision à tous les niveaux

BIODEV2030 a réussi à faire dialoguer entre eux des acteurs qui n'étaient pas en contact, et ainsi renforcé la compréhension mutuelle de leurs enjeux et contraintes respectifs.

En créant les conditions d'un **dialogue représentatif basé sur l'intelligence collective** et en mettant l'accent sur les synergies potentielles, le projet amélioré l'efficacité du dialogue interministériel et la collaboration sur les enjeux partagés de biodiversité.

« On observe que la plupart des ministères sectoriels travaillent de façon cloisonnée. Grâce au projet BIODEV2030, on peut leur montrer ce que l'intégration de la biodiversité peut apporter à leurs activités. »

Mr. Serge Mibambani Ndimba,
Point Focal National de la
CDB au Gabon



1 ÉTAPE 1 CARTOGRAPHIER LES PARTIES PRENANTES IMPLIQUÉES SUR LES ENJEUX SECTORIELS ET BIODIVERSITÉ CIBLÉS

Les plateformes thématiques nationales de dialogue existantes ont été pris en compte au lancement du projet, afin de s'insérer, si possible, dans des cadres de dialogue préexistants.

La cartographie des acteurs réalisées en phase I a constitué une base préalable pour convier toutes les catégories d'acteurs au dialogue.



**MOBILISER DES MÉCANISMES DE CONSULTATION
GOUVERNEMENTAUX OU INVESTIR DES PLATEFORMES DE
DIALOGUE THÉMATIQUE PRÉEXISTANTES**

Dans certains cas, les plateformes préexistantes ont pris le relai de la structure proposée par BIODEV2030, ce qui a permis d'asseoir la légitimité du processus et d'anticiper la pérennisation du dialogue. Dans d'autres cas, des comités ad-hoc ont été créés pour la durée du projet.



Au Cameroun, le Comité National Permanent de la Biodiversité et la Plateforme Nationale de l'Interface Science-Politique sur la Biodiversité et Services Ecosystémiques (PN-SPBES) étaient déjà en place. Afin de ne pas créer de doublon, le Comité National Biodiversité a été mobilisé pour le dialogue national, et de nombreux membres de la PN SPBES invités aux ateliers.



S'ASSURER D'IMPLIQUER TOUTES LES CATÉGORIES D'ACTEURS ET D'UNE PARTICIPATION DIVERSIFIÉE AUX ATELIERS

Les propositions de la plateforme sont légitimées par la forte représentativité des parties prenantes, qui peuvent à leur tour promouvoir les livrables du projet au sein de leur filière ou communautés.

Les IPPS discutés au niveau national ont été débattus aux ateliers de dialogue territoriaux, afin de **faire remonter les priorités locales**, et d'informer les acteurs de terrain des **perspectives d'évolutions réglementaires**.



© Dorothée de Collasson (do2co)



Aux Fidji, les codes traditionnels du « talanoa », ont été mobilisés afin d'identifier collectivement des solutions à des problèmes partagés. Les « rokos », individus mandatés pour faire le lien entre les populations autochtones iTaukei et le niveau national, ont permis d'obtenir l'aval des populations pour l'organisation des ateliers, sans lequel aucune activité de consultation ne peut être mise en place.

2 ÉTAPE 2 METTRE EN PLACE UN COMITÉ DE PILOTAGE PERMETTANT LA COORDINATION INTERSECTORIELLE

La méthodologie de dialogue multi-acteurs BIODEV2030 repose sur un **pilotage stratégique interministériel**, intégrant le Point Focal National de la CDB, un représentant d'un ministère sectoriel clé, et le partenaire technique de mise en œuvre (WWF ou IUCN).

Le travail de ce trio, implique directement les ministères, selon les principes énoncés dans la « Charte d'objectifs et de fonctionnement des espaces de dialogue nationaux multi-acteurs » développée par le projet. Cette charte explicite les objectifs de la plateforme et les modalités de prise de décision.

« C'est la première fois que nous nous réunissons avec le Département des forêts pour discuter de la biodiversité et des mêmes sujets. »

Mme. Dung Nguyen Thi Phuong, Département des Pêches et Surveillance, Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement, Viet Nam



IMPLIQUER LE MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES OU ÉQUIVALENT DÈS LE DÉBUT DU PROCESSUS ET INVITER LES BAILLEURS

L'implication du Ministère de l'Economie et des Finances permet dès le début du dialogue de réfléchir à des IPPS réalisables, finançables, et pouvant être intégré dans le plan de travail du gouvernement et au cycle budgétaire annuel.

Son engagement dans les activités du projet renforce la confiance des bailleurs enclins à appuyer les projets de réforme alignés sur les priorités du Ministère de l'Environnement.



© Dorothée de Collasson (do2co)

3

ÉTAPE 3 FACILITER LE DIALOGUE EN INTELLIGENCE COLLECTIVE

Les sujets environnementaux et impératifs économiques peuvent diverger et créer des tensions. Le dialogue a donc été facilité par des professionnels formés à l'animation d'ateliers et à la gestion des conflits. Les **outils d'intelligence collective** ont été mobilisés afin de permettre à toutes les parties prenantes d'exprimer leurs priorités et contraintes, et d'améliorer la compréhension respective.



Dans certains pays, comme la Tunisie, les dialogues nationaux et territoriaux ont été animés par les mêmes personnes, ce qui facilite la cohérence entre les propositions de réformes nationales et les activités territoriale.



S'ASSURER QUE L'ENSEMBLE DES PARTIES PRENANTES DISPOSE D'UNE BONNE COMPRÉHENSION DES ANALYSES SCIENTIFIQUES PAR LA VULGARISATION ET LA COMMUNICATION

Les partenaires techniques bénéficient en règle générale d'une reconnaissance, d'un ancrage et d'un bon réseau dans les pays de mise en œuvre, renforçant la confiance des parties prenantes.



En Guinée, les livrables IPSP seront diffusés par le théâtre environnemental. Le projet va travailler sur la conception de scénarios pour sensibiliser les communautés et favoriser l'acceptation des réformes.



DISCUTER EN SOUS-GROUPES SECTORIELS INTÉGRANT MINISTÈRES, OSC, SECTEUR PRIVÉ.

L'analyse des IPSP a été discutée et complétée par des témoignages d'acteurs sectoriels, renforçant la légitimité de l'action suggérée. Les IPSP retenus ont été votés, reflétant une prise de décision collective éclairée.

4

ÉTAPE 4 PÉRENNISER LA PLATEFORME DE DIALOGUE SUR LES ENJEUX D'INTÉGRATION SECTORIELLE DE LA BIODIVERSITÉ

Afin d'approfondir le dialogue et les activités de plaidoyer, et structurer la gouvernance biodiversité à l'échelle nationale, certains pays ont souhaité institutionnaliser la plateforme de dialogue, notamment lorsque ce type d'espace de discussion n'existait pas au préalable.

Cette formalisation, par décret, ou par fusion avec d'autres structures, contribue à l'intégration de la biodiversité au niveau national.

Les consultations auprès des acteurs sectoriels sont parfois maintenues dans le cadre de réformes liées aux enjeux de biodiversité dans le pays, renforçant le processus participatif d'alignement au CMBKM.

Les livrables du projet peuvent ainsi bénéficier d'espaces privilégiés pour leur diffusion, et continuer de soutenir le travail des ministères impliqués.



Au Congo, la plateforme de dialogue créée par le projet a été institutionnalisée par décret du gouvernement sous le nom de Comité National Consultatif Biodiversité. Elle bénéficie d'un budget et sera mobilisée à échéances régulières pour discuter des enjeux transversaux de biodiversité au niveau national. Les sujets liés à la mise en œuvre de la SPANB y seront également traités.

Au Kenya, le projet a permis la formalisation du KBCM (Kenyan Biodiversity Coordination Mechanism) et sa reconnaissance officielle par le gouvernement comme organe de dialogue privilégié pour discuter des enjeux de biodiversité. Le secteur privé est désormais systématiquement convié aux comités de suivi de la SPANB par le Ministère de l'Environnement.



RESSOURCES

Les bonnes pratiques pour la mise en place et la conduite d'ateliers de dialogue multi-acteurs basés sur notre méthodologie sont résumées dans le livret de capitalisation dédié.



CRITÈRE 3 DE RÉUSSITE

ALIGNER LES
RÉFORMES
IDENTIFIÉES AVEC
LES PLANS DE
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUES
NATIONAUX ET
LES STRATÉGIES
NATIONALES
BIODIVERSITÉ

OBJECTIFS : Contribuer à l'alignement du cadre législatif des pays au Cadre Mondial pour la Biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM) grâce aux livrables BIODEV2030

Les livrables scientifiques et analyses de politiques publiques sectorielles produits par BIODEV2030 ont permis d'alimenter les révisions en cours des Stratégies et Plans d'Action Nationaux pour la Biodiversité (SPANB), ainsi que leur mise en œuvre. En définissant des actions prioritaires à conduire sur les IPPS, le projet a fortement appuyé **l'intégration de cibles biodiversité dans les plans d'actions sectoriels nationaux**.

Le projet a par ailleurs permis dans les 15 pays de prioriser des IPPS **traduisant plusieurs cibles du CMBKM**, en lien avec la gestion durable des ressources naturelles (10), l'intégration sectorielle dans les politiques publiques (14), le renforcement des cadres réglementaires (15), et en lien avec le financement de la biodiversité et la réduction des incitations aux pratiques néfastes (18 et 19).

Cet alignement entre les engagements internationaux des pays, les objectifs de développement économique et durable nationaux, **a facilité la mobilisation de ressources financières** pour approfondir les réformes et les conduire jusqu'à leur adoption.



RESSOURCES

Les cibles du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal sont à consulter via le site de la CDB ici.



Kunming-Montréal
GLOBAL BIODIVERSITY FRAMEWORK



1 ÉTAPE 1

UTILISER LES LIVRABLES BIODEV2030 POUR ALIMENTER LA RÉVISION EN COURS DE LA SPANB ET LES RAPPORTS NATIONAUX

Lorsque le moment du projet correspondait au moment de révision de la SPANB, il a été possible de **directement contribuer à définir des cibles sectorielles et transversales**.

De nombreux pays ont fait remonter un manque d'expertise au niveau national pour la collecte de données, le développement d'indicateurs alignés aux standards de la CDB, ou pour assurer le reporting auprès des instances officielles. Les livrables produits par BIODEV2030 ont ainsi directement alimenté la révision de la SPANB. Des analyses scientifiques et notes politiques ont parfois pu être annexées à la SPANB, ou aux rapports nationaux officiels auprès de la CDB.

RESSOURCES



Un livrable spécifique de capitalisation détaille cette partie. Retrouvez la note de contribution du projet aux SPANB des 15 pays, sur le site BIODEV2030, catégorie « Ressources / Rapports ».



« Le pays entame actuellement la révision de la législation et des documents relatifs à l'environnement, ce qui nous laisse la possibilité de proposer des réformes. »

Mme. Maria Matediane,
chargée de projet
BIODEV2030 à UICN
Mozambique



Paysage de Makokou, Gabon, WWF Gabon



S'APPUYER SUR LA MÉTHODOLOGIE INNOVANTE DE BIODEV2030 POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA SPANB

Depuis sa phase I, BIODEV2030 a produit de nombreux livrables et développé des méthodologies pouvant directement être réutilisées par les Ministères de l'Environnement comme les Ministères sectoriels. **Le projet a renforcé les capacités des PFN CDB**, à travers plusieurs formations, et en développant des fiches actions sectorielles pouvant être réutilisées.

« Le projet nous a beaucoup apporté sur plusieurs points : nous étions en train de travailler à l'aveuglette avant. La 1ère étude préliminaire est citée comme référence dans la SPANB. BIODEV était même là avant les négociations du KMGBF et nous a éclairé pendant les négociations. »

M. Augustin Orou Matilo, Point
Focal National de la CDB au
Bénin



Il a également contribué à **renforcer la connaissance et l'agenda international sur l'intégration sectorielle de la biodiversité**, en publiant des articles scientifiques, en organisant des événements de vulgarisation et de promotion de sa méthodologie lors de sommets (COP16, PFBC, Congrès Mondial de la Nature de l'UICN, etc.). Plusieurs pays BIODEV2030 ont par ailleurs profité de leur expérience pour rejoindre le Biodiversity Mainstreaming Champions Group lancé à la COP16 CDB.



Au Sénégal, s'alignant aux besoins formulés directement par le Ministère de l'Environnement, le projet a contribué à deux points de la feuille de route de la SPANB : sur la prise en charge de la biodiversité dans les politiques publiques sectorielles, et sur l'élaboration de fiches projets sur les thématiques prioritaires de la SPANB. Des jeux sérieux ont été organisés (voir méthodologie ci-dessous) afin de générer des engagements intersectoriels dans 3 univers écologiques représentatifs des enjeux économiques et de biodiversité du pays. Ces engagements sont synthétisés par des « fiches actions biodiversité ».

BIODEV2030 MÉTHODOLOGIE DES JEUX SÉRIEUX AU SÉNÉGAL



**RÉVISION
EN COURS
DE LA SPANB
AU SÉNÉGAL**



ANIMATION DE 3 ATELIERS

APPROCHE INNOVANTE BASÉE SUR
LE JEU SÉRIEUX TERRISTORIES®



3 UNIVERS REPRÉSENTATIFS DES MENACES POUR LA BIODIVERSITÉ

PERI-URBAIN

MILIEUX CÔTIERS

FORÊTS

POLLUTION

SUREXPLOITATION

FRAGMENTATION
DES MILIEUX

NIAYES-THIÈS

SINE SALOUM

BASSE CASAMANCE



FICHES ACTIONS POUR LA BIODIVERSITÉ

130 ACTIONS IDENTIFIÉES :
PRATIQUES PRODUCTIVES DURABLES
3 FICHES ACTIONS ALIGNÉES AUX
CLUSTERS DE LA SPANB
5 FICHES ACTIONS SECTORIELLES
UTILISABLES PAR LES MINISTÈRES ET
ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

FINALISATION DE LA SPANB

ORIENTÉE PAR LES
FICHES ACTIONS



IDENTIFIER LES COMPLÉMENTARITÉS AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS ET INITIATIVES CONTRIBUANT À L'INTÉGRATION SECTORIELLE DE LA BIODIVERSITÉ

Sur plusieurs aspects thématiques, les activités du projet ont été complétées et enrichies par d'autres actions.

Le travail d'accompagnement des SPANB est complété par celui des programmes 7 et 8 du GEF⁽¹⁾, qui soutient leur révision et mise en œuvre, ainsi que par l'initiative NBSAP Accelerator Partnership, issue du PNUE, du PNUD⁽²⁾, et de la CDB, à Madagascar, au Kenya, au Mozambique, en Ouganda, et en Ethiopie.

L'appui indirect du projet aux Contributions Déterminées Nationales (CDN), notamment sur les secteurs forêts et énergie, a facilité les synergies avec des assistances techniques comme la facilité Adapt'Action de l'AFD, au Sénégal, Cameroun, Congo, et à Madagascar.

Pour estimer moyens financiers nécessaires à l'instruction des IPPS, **BIODEV2030 s'est appuyé sur la méthodologie BIOFIN (Biodiversity Finance Initiative)**. Cette initiative portée par le PNUD se concentre sur les besoins en financement nécessaires à la mise en œuvre des SPANB (cible 19 du CMBKM) grâce à l'analyse détaillée du cadre institutionnel et des dépenses pour la biodiversité. Dans la majorité des pays BIODEV2030, les points focaux BIOFIN ont pris part aux ateliers de dialogue et de forts liens ont émergé.

En participant à la **réorientation des flux financiers néfastes à la biodiversité**, comme les subventions aux intrants agricoles chimiques ou aux énergies fossiles (cible 18) vers des incitations à l'amélioration des pratiques, BIOFIN appuie plusieurs propositions de BIODEV2030. Ce travail est complémentaire aux travaux réalisés sur le capital naturel à Madagascar, avec le réseau CapNat et au Kenya, où des travaux sont en cours pour mettre en place un système de comptabilité environnemental national.

2 ÉTAPE 2 ALIGNER LES PROPOSITIONS DE RÉFORMES AUX PRIORITÉS GOUVERNEMENTALES

BIODEV2030 a bénéficié de projets de réformes déjà initiés pour intégrer des actions en faveur de la biodiversité. Les résultats des réformes reflètent des agendas politiques construits en amont du projet.

⁽¹⁾ Global Environmental Facility ⁽²⁾ Programmes des Nations Unies pour l'Environnement / le Développement



INTÉGRER DES CIBLES BIODIVERSITÉ AUX PLANS D'ACTIONS SECTORIELS NATIONAUX

En Ethiopie, la note politique propose des réformes complémentaires au plan national de développement durable Green Legacy Initiative, en alimentant les objectifs portant sur la restauration des habitats dégradés, la gestion durable des forêts, etc.

Au Viet Nam, un plan d'action pour aligner le secteur de la pêche aux cibles du CMBKM a été développé dans le cadre de BIODEV2030.

En Ouganda, BIODEV2030 a directement proposé 7 actions d'intégration sectorielle de la biodiversité, qui ont été incluses dans le « Plan d'Action Biodiversité du Secteur Energie et Minéral ».



APPUYER LE DÉVELOPPEMENT DE TEXTES RÉGLEMENTAIRES RÉPONDANT AUX EXIGENCES DES STANDARDS INTERNATIONAUX ET AUX ATTENTES DES ACTEURS SECTORIELS

Dans plusieurs pays, les ministères sectoriels se sont appropriés les réformes ciblées par BIODEV2030 afin de respecter les standards et les réglementations internationaux (règlement européen sur la déforestation importée, séquence Eviter Réduire Compenser, standards de l'IFC, etc.).

Les textes réglementaires ciblés par BIODEV2030 permettent également de renforcer l'attractivité du pays pour les bailleurs multilatéraux en améliorant ses engagements internationaux.



Au Cameroun, un arrêté ministériel portant sur les Plans de Gestion Biodiversité (PGB) applicables aux projets d'infrastructures à forts impacts sur la biodiversité a été développé. Ces PGB contiennent des exigences en termes d'études d'impacts environnementaux et de plans de gestion associés, qui pourraient devenir obligatoires.

En Tunisie, le projet a travaillé avec les banques pour développer un référentiel d'investissements intégrant la biodiversité, alignés aux standards de l'IFC, afin de réorienter les investissements.

« Les réformes promues par le projet sont réalistes par rapport aux efforts qu'on mène déjà. »

Mme. Rantonirina Rakotoaridera, Point Focale Nationale de la CDB à Madagascar



3 ANS DE PROJET

NOTRE MISSION :

Accompagner les gouvernements de 15 pays dans la mise en œuvre du Cadre Mondial de la Biodiversité de Kunming-Montréal

NOTRE SOLUTION :

Une méthode innovante d'intégration sectorielle de la biodiversité basée sur la science et le dialogue multi-acteurs, déclinée aux niveaux national et territorial

7 SECTEURS ÉCONOMIQUES D'ACTION

- Agriculture
- Foresterie
- Elevage pastoral
- Mines & carrières
- Pêche & aquaculture
- Énergie biomasse
- Banques

+900 PARTIES PRENANTES IMPLIQUÉES

- Points Focaux Nationaux de la Convention sur la Diversité Biologique
- Ministères de l'Environnement et ministères sectoriels
- Secteur privé
- Organisations de la société civile
- Communautés locales
- Peuples autochtones
- Secteur académique
- Médias

Tunisie

Sénégal

Guyana

Guinée

Bénin

Gabon

République du Congo

Mozambique

Cameroon

Ouganda

Ethiopie

Kenya

Madagascar

Vietnam

Fidji





ambition pour la biodiversité

**BIODEV
2030**

France 



FINANCEMENT



**EXPERTISE
FRANCE**
GROUPE AFD

COORDINATION



MISE EN ŒUVRE

